

Procédure d'appel d'offres ouvert (art. R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique)

N°2025-07

Services d'assurances

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	5
2. Objet	5
3. Non-allotissement	6
4. Forme et étendue du marché	6
5. Durée	6
6. Pièces contractuelles	6
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	7
8. Modifications	7
9. Unité monétaire	7
10. Unité monétaire	7
11. Pilotage du marché	7
12. Conditions financières	8
12.1 Prix	8
12.2 Révision des prix	8
12.3 Délai global de paiement	8
12.4 Modalités de paiement	9
12.5 Facturation	9
12.6 Réfaction	9
13. Cession ou nantissement de créance	10
14. Sous-traitance	10
15. Litiges	10
16. Exécution aux frais et risques du titulaire	10
17. Résiliation	11
18. Décompte de résiliation	11
19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	11
19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	11
19.2 Conformité RGAA	12
19.3 Conformité RGI	12
20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	13
21. Confidentialité	14
22. Attribution de juridiction	14
23. Dérogations aux CCAG-FCS	15

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1.	Dispositions générales	16
1.1	Franchises et fonctionnement des garanties	16
1.2	Conditions d'exécution des prestations	16
2.	Découpage du marché	17
2.1	POLICE n° 1 : Prestations d'assurance en responsabilité civile professionnelle pour toutes les activités de l'Institut français du cheval et de l'équitation.	17
2.1.1	Nature et objet de la garantie.....	17
2.1.2	- Étendue de la garantie du fait des personnes, des activités ou des compétences	17
2.1.3	- Étendue de la garantie des dommages.....	18
2.1.4	- Automaticité.....	18
2.1.5	- Extension de garantie aux organismes de représentation interne du personnel.	18
2.1.6	- Précisions sur les garanties accordées.....	18
2.2	POLICE n° 2 : Prestations d'assurance en responsabilité civile au titre des immeubles et des meubles pour 6 sites exploités par l'IFCE.	21
2.2.1	Nature et objet de la garantie.....	21
2.2.2	- Étendue de la garantie	21
2.2.3	- Extension de la garantie	22
2.2.4	- Automaticité.....	22
2.2.5	- Montant des garanties.....	22
2.3	POLICE n° 3 : Prestations d'assurance « risques locatifs » pour 30 sites occupés par l'IFCE.	23
2.3.1	Nature et objet de la garantie.....	23
2.3.2	- Automaticité.....	23
2.3.3	Montant des garanties.....	23
2.4	POLICE n° 4 : Prestations d'assurance du propriétaire pour certains bâtiments + TRI (tous risques informatiques).	24
2.4.1	- Nature et objet de la garantie	24
2.4.2	- Implantations assurées.....	24
2.4.3	- Assurance « Tous Risques Informatiques »	24
2.4.4	- Automaticité.....	25
2.4.5	- Montant des garanties.....	25
3.	Extension de garantie aux transfert de responsabilité ou renonciations à recours	26
4.	Défense et recours – protection juridique	26
5.	Fonctionnement et reconstitution des garanties	26

6. Définitions communes	26
7. Annexes	28
8. Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	28
Attestation sur l'honneur	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte

1.A – Rôle et fonctionnement du pouvoir adjudicateur

L'établissement public national à caractère administratif « Institut français du cheval et de l'équitation » (IFCE) est issu de la fusion en 2010 des anciens Haras nationaux et de l'École nationale d'équitation – Cadre noir de Saumur. Il est placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports. L'IFCE est un opérateur public qui joue un rôle d'institut technique dans le domaine du cheval et développe à ce titre des activités de formation, de recherche et de diffusion de connaissances.

Par ailleurs, il gère le système national d'identification des équidés (SIRE) qui constitue le « service des cartes grises » des chevaux.

Il intègre également un corps d'une soixantaine de contrôleurs sanitaires appelé à se déplacer et à intervenir sur le terrain.

1.B – Implantation géographique

Son organisation territoriale est constituée principalement d'un siège situé à Saumur (49), lieu d'implantation du Cadre Noir, de deux centres de formation à Saumur et au Pin (61), d'un pôle administratif situé à Pompadour (19), lieu d'implantation du SIRE, et d'un trentaine d'autres sites (principalement composés de bureaux).

1.C – Nature des risques

Depuis dix ans, l'IFCE a sensiblement réduit ses risques professionnels puisqu'il a cessé d'être actif dans le domaine de la reproduction équine.

L'IFCE accueille chaque année (hors crise sanitaire) plus de 500 journées de manifestations hippiques (compétitions, spectacles, galas) ouvertes au publics.

Ponctuellement, des infrastructures et locaux sont également mis à la disposition de tiers.

Le Haras national de Pompadour et son château (19) accueillent annuellement environ 50 000 visiteurs par an (Nota : les visites sont affermées à un opérateur privé).

À ceux-ci doivent être ajoutés environ 50 000 visiteurs annuels à Saumur (49).

Les autres implantations ne se visitent normalement pas.

Les actions de formation sont concentrées sur trois plateaux techniques, au Pin (61), à Saumur (49) et à Uzès (30).

2. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet des prestations d'assurance en responsabilité civile. Les risques à assurer sont :

- a) **Police n°1** : Prestations d'assurance en responsabilité civile professionnelle pour toutes les activités régulières ou exceptionnelles de l'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) ;
- b) **Police n°2** : Prestations d'assurance en responsabilité civile au titre des immeubles et des meubles pour 6 sites exploités par l'IFCE ;

c) **Police n°3** : Prestation d'assurance du locataire (« risques locatifs ») pour 29 sites occupés par l'IFCE ;

d) **Police n°4** : Prestation d'assurance du propriétaire pour certains bâtiments.

Les candidats doivent obligatoirement répondre pour les 4 polices.

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, selon les dispositions des art. R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix forfaitaire.

3. Non-allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

4. Forme et étendue du marché

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des art. R2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum mais le montant maximum pour la durée du marché est de 240 000,00 € HT.

5. Durée

Le marché prend effet au 1^{er} juillet 2025 et court jusqu'au 30 juin 2029, soit pour une durée ferme totale de 48 mois (4 ans).

6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière (pour chaque lot) ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

5. Les offres techniques et financières des titulaires ;

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

8. Modifications

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires pour cause d'évolution des risques :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

9. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

11. Pilotage du marché

Des points réguliers doivent être réalisés entre le titulaire et des représentants de l'IFCE.

Le candidat proposera l'instance qu'il envisage et la périodicité (a minima annuellement). Le titulaire sera chargé de proposer les dates à l'IFCE et de rédiger le compte-rendu (à transmettre sous huitaine).

12. Conditions financières

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

12.1 Prix

Le prix du marché est conclu à prix forfaitaire.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix doivent comporter deux décimales et comprendre le prix des prestations, ainsi que tous les frais et taxes supplémentaires éventuels.

Aucune facturation complémentaire ne sera acceptée.

Les prix doivent être présentés sous forme de prime forfaitaire TTC, ils sont fermes pendant toute la période d'exécution sauf cas d'ajustement ou de modification des risques, ainsi que pour la révision annuelle. Les prix sont réputés établis dans le mois précédent celui dans lequel est incluse la date limite de réception des offres.

12.2 Révision des prix

Les primes sont révisables annuellement à partir de la première année d'exécution du marché, sur présentation, deux mois avant échéance, d'un nouveau tarif soumis à l'approbation de l'IFCE.

En cas d'augmentation de plus de 3% au global, l'IFCE se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité.

Le candidat proposera dans son offre le ou les indices de référence par type de police, qui pourront être mise en œuvre lors de l'exécution du marché et leur périodicité.

12.3 Délai global de paiement

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et

R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

12.4 Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

12.5 Facturation

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

Chaque police d'assurance donne lieu à une ligne propre sur la facturation. Elle tient compte des modifications des risques assurés intervenues en cours d'année.

La date d'échéance principale du contrat est fixée au **1^{er} juillet** de chaque année.

En cas de contrainte par rapport à une échéance civile, elle pourra être recalée sur le **1^{er} janvier**. Dans ce cas, une facturation initiale pourra être établie du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025.

De même, une facturation de solde, tenant compte des dernières évolutions des risques assurés pourra être émise en fin de marché.

12.6 Réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir

sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

13. Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

14. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance pour une partie des prestations peut être envisagé, à condition que d'une part les candidats indiquent dans leur offre la part du marché et le détail des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter (article R2151-13 du Code de la commande publique), d'autre part que le sous-traitant réponde aux mêmes exigences que le candidat, quant aux conditions d'examen des candidatures indiquées dans le Règlement de consultation.

15. Litiges

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir - 40011 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

16. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

17. Résiliation

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 48, 49 et 51), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du CCAG-FCS.

18. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

19.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

19.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général

d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les candidats préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, etc.

Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- les pratiques alternatives à l'emploi de produits phytosanitaires permettant l'entretien décrit ci-dessus,
- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, etc.,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,

- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien).

Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

21. Confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

22. Attribution de juridiction

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

23. Dérogations aux CCAG-FCS

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 12-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG-FCS.

L'article 17 relatif à la résiliation déroge aux articles 49 et 50 du CCAG-FCS.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1. Dispositions générales

La consultation porte sur des prestations d'assurance au bénéfice de l'IFCE.

Du fait même de répondre au présent appel d'offres, les assureurs déclarent avoir eu connaissance suffisante des risques.

En cas de sinistre, le titulaire renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques, celle-ci ne pouvant en aucun cas être assimilée à une fausse déclaration.

Les erreurs ou omissions de déclaration ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des éléments déclarés.

1.1 Franchises et fonctionnement des garanties

Les candidats établiront leur proposition sur la base d'une assurance **sans franchise**.

Les limites de garanties s'entendent par sinistre.

Il ne doit pas y avoir d'appel de nouvelle cotisation pour reconstituer le montant de la garantie après la survenance d'un sinistre.

1.2 Conditions d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur doit être informé régulièrement par l'assureur du traitement des dossiers et des indemnités versées.

A cette fin, le candidat précise quelles sont les mesures qu'il entend mettre en place :

- Pour des outils de suivi et de 'reporting' des sinistres ;
- Pour proposer des analyses de la sinistralité et de pistes de réduction de celle-ci ;
- Pour proposer toute procédure d'amélioration.

L'évolution du contrat par ajout ou retrait d'immeubles ou d'activités se fera par voie d'avenant.

Les marchés publics d'assurance sont soumis au Code des Assurances et sont régis par l'ensemble des dispositions applicables aux marchés publics de biens et de services.

2. Découpage du marché

2.1 POLICE n° 1 : Prestations d'assurance en responsabilité civile professionnelle pour toutes les activités de l'Institut français du cheval et de l'équitation.

2.1.1 – Nature et objet de la garantie

La garantie fonctionne sur la base des dispositions ci-dessus et des conditions particulières ci-dessous, qui priment sur les conditions générales de l'assureur.

Le présent contrat garantit, dans les limites des engagements prévus aux conditions particulières, l'IFCE contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages ou préjudices causés à autrui, ceci que les recours soient exercés par des tiers, les organismes de protection sociale, les régimes de prévoyance sociale ou d'autres organismes quels qu'ils soient.

Ont la qualité de tiers au contrat les personnes décrites comme telles à l'article 4 ci-après (« tiers et autrui »).

2.1.2. - Étendue de la garantie du fait des personnes, des activités ou des compétences

Les garanties s'appliquent quels que soient la nature des responsabilités, leur base juridique, le tribunal compétent, dans la limite des sommes fixées sans autres exclusions que celles fixées aux conditions générales.

En outre, la garantie s'étend aux dommages causés :

a) du fait des personnes, même non désignées dans les conditions générales, pourvu :

1. qu'elles aient, de par leur fonction, qualité pour engager la responsabilité de l'IFCE ;
2. ou qu'elles soient au service direct ou indirect de l'établissement ;
3. ou encore que l'établissement en ait la garde ou assure l'hébergement de leurs prestations (médecin, vétérinaire, artistes...).

b) du fait des chevaux dont l'IFCE a la propriété, la garde ou l'usage ; également du fait des véhicules hippomobiles tractés par ces mêmes chevaux ;

c) du fait de pollution accidentelle ;

d) du fait des activités de l'établissement public et de ses services dans tous les cas (y compris non fonctionnement, mauvais fonctionnement...).

e) cet aspect intègre les garanties supplémentaires suivantes :

1. la couverture de la responsabilité du médecin du travail de l'établissement (*pas d'actes médicaux réalisés*) ;
2. la protection renforcée du dirigeant (*applicable pour le seul président du conseil d'administration*).

f) du fait des activités d'identification des équidés ;

g) du fait de sa responsabilité de propriétaire de parking, la garantie est étendue au vol ou à la détérioration à la suite de vol de véhicules, remisés ou

stationnés dans les parkings. Cette garantie s'applique aux accessoires et effets personnels s'ils sont volés dans ou avec le véhicule.

NB : cette garantie n'est pas adossée à une assurance de biens.

2.1.3. - Étendue de la garantie des dommages

- a) la garantie est requise pour tous les dommages subis par l'ensemble des tiers désignés comme tels à l'article 6 ci-dessous ('tiers ou autrui) ;
- b) Est comprise dans cette garantie les dommages causés par les matériels mis par l'IFCE à la disposition d'agents ou de tiers et notamment téléphones portables, ordinateurs ou imprimantes ;
- c) sont couvertes les garanties pécuniaires de la responsabilité civile que les participants aux activités organisées ou assurées par l'établissement public peuvent encourir à l'égard des tiers à l'occasion d'un événement accidentel ;
- d) sont également couverts les dommages aux vêtements et biens personnels des participants utilisés à l'occasion de l'activité et résultant de tout événement accidentel, **y compris le vol** ;

2.1.4. - Automaticité

La garantie est automatiquement étendue à toute personne ou activité qui viendraient à être mise à la disposition à l'établissement public ou prise en charge par lui.

En contrepartie, l'IFCE s'engage à fournir au Titulaire les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

L'établissement public s'engage à déclarer à l'assureur au plus tôt :

- a) la création de nouvelles activités ;
- b) la disparition d'activités préexistantes.

2.1.5. - Extension de garantie aux organismes de représentation interne du personnel

La garantie est étendue à tout éventuel comité social dépourvu de la personnalité juridique pour toutes les activités et manifestations qu'il pourrait organiser (arbre de Noël des enfants du personnel, marché de Noël, etc.). La notion de tiers est maintenue entre les différents assurés.

2.1.6. - Précisions sur les garanties accordées

Il est convenu que les garanties couvrent notamment les activités, produits ou sinistres suivants :

Activités ouvertes au public :

- a) La garantie est étendue à toutes les manifestations (et leurs essais, répétitions...), journées portes ouvertes, salons, expositions, concours, animations sportives, culturelles, sociales, fêtes traditionnelles, cérémonies, marché, etc., organisés par l'établissement public ou placés sous sa surveillance ou hébergés par lui, y compris pendant les déplacements nécessaires à l'organisation et le montage et démontage des installations.
- b) Concernant les activités sportives, culturelles ou touristiques, la police couvre la responsabilité du fait des activités organisées par l'établissement public lui-

même ou avec son concours ou hébergés par lui. Sont considérés comme tiers en cas de dommages, les personnes définies ainsi à l'article 7 « tiers ou autrui ».

- c) La garantie est acquise aux activités scolaires et sociales dans le cadre d'un hébergement ou non. Sont également couverts les déplacements qui pourraient avoir lieu dans ce cadre ainsi que les sinistres trouvant leur origine dans un acte intentionnel d'un mineur, et, nonobstant toute autre disposition, la garantie resterait acquise pour l'établissement public dans le cas où sa responsabilité serait engagée. Les garanties de cette extension s'appliquent à défaut et en complément des contrats personnels souscrits par les assurés.

Le risque d'intoxication alimentaire est couvert du seul fait que la responsabilité de l'établissement public se trouve engagée ;

La police couvre la responsabilité civile pouvant être invoquée au titre des produits et ouvrages défectueux.

Indemnités contractuelles

La garantie est acquise en cas d'accident subi par les visiteurs, les personnes bénévoles, les enfants, les adolescents et les animateurs sous la garde de l'établissement ou de ses services, les secouristes lors de leur intervention de premiers secours, lors des activités sportives, culturelles, sociales, éducatives ou autres organisées par ou avec le concours de l'établissement public. La garantie s'applique à tout événement accidentel.

Service géré par un tiers

Pour tous les services placés sous la responsabilité d'un gestionnaire (fermier, concessionnaire, médecin, vétérinaire, ...) la police couvre la responsabilité à l'égard des tiers pouvant éventuellement incomber à l'établissement public lui-même, en cas de défaillance du gestionnaire ou en raison des limitations dans l'objet et l'étendue de la mission.

La responsabilité propre du tiers gestionnaire est exclue de la couverture.

Atteintes à l'environnement

La garantie est étendue aux responsabilités qui peuvent incomber à l'établissement public résultant d'une atteinte à l'environnement, c'est à dire :

- a) l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ;
- b) la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnement excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage ;
- c) l'atteinte concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et qui ne se réalise pas de façon lente et progressive.

Montant des garanties

Les limites des engagements de l'assureur en matière de responsabilité générale figurent au tableau des garanties de ses conditions générales.

Le remboursement des sinistres se fera TVA non déductible comprise, l'IFCE étant assujetti et redevable partiel.

Exclusions contractuelles de garantie admises pour la POLICE n° 1

Sont seules admises les exclusions suivantes :

- les dommages aux équidés « confiés » (chevaux hébergés ou sous la garde d'agents IFCE) ;
- la responsabilité civile du fait des meubles et des immeubles (du ressort de la police n° 2) ;
- la responsabilité du fait du gestionnaire d'un service géré par un tiers ;

2.2 POLICE n° 2 : Prestations d'assurance en responsabilité civile au titre des immeubles et des meubles pour 6 sites exploités par l'IFCE.

2.2.1 – Nature et objet de la garantie

La garantie fonctionne sur la base des dispositions ci-dessus et des conditions particulières ci-dessous, qui priment sur les conditions générales de l'assureur.

Le présent contrat garantit, dans les limites des engagements prévus aux conditions particulières, l'établissement public contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages ou préjudices causés à autrui, ceci que les recours soient exercés par des tiers, les organismes de protection sociale, les régimes de prévoyance sociale ou d'autres organismes quels qu'ils soient.

Ont la qualité de tiers les personnes décrites comme telles à l'article 7 ci-après (« tiers et autrui »), y inclus les agents de l'IFCE et assimilés.

2.2.2. - Étendue de la garantie

Les garanties s'appliquent quels que soient la nature des responsabilités, leur base juridique, le tribunal compétent, dans la limite des sommes fixées sans autres exclusions que celles fixées aux conditions générales.

La garantie s'étend aux dommages causés à des tiers du fait de sa responsabilité comme propriétaire, détenteur ou affectataire de biens meubles et immeubles pour les sites suivants :

- 1: Haras national de Pompadour (19) ;
- 2: Bâtiments de bureaux de Pompadour (19) ;
- 3: Station expérimentale de Chamberet (19) ;
- 4: Haras national d'Uzès (30) ;
- 5: Haras national de Pau-Gélos (64) ;
- 6: Locaux du siège administratif de Saumur (49).

(voir annexe 2)

Étant ici précisé que certains sites ou parties de sites pourront être retirés de la liste ci-dessus en cours d'exécution du marché.

La prime sera alors adaptée en conséquence.

La garantie couvre tous les dégâts aux tiers pouvant être occasionnés de manière directe ou indirecte par les meubles et immeubles dont l'établissement est responsable. À simple titre d'exemple, on peut notamment penser aux chutes de tuiles ou de branches, aux dégâts aux immeubles voisins ou aux familles logées sur les sites par communication d'incendie ou encore aux dommages consécutifs à l'effondrement d'une tribune.

Il est rappelé que cette garantie n'est pas adossée à une assurance de biens, l'IFCE restant SAUF EXCEPTIONS PRÉVUES PAR LA POLICE N° 4, son propre assureur pour les dommages subis par ses propres matériels et bâtiments.

2.2.3. - Extension de la garantie

La garantie est également acquise pour tous les dommages subis par tous les agents de l'IFCE et assimilé survenus à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions comprises dans le sens le plus large.

Aucune exclusion éventuellement prévue par le contrat ne s'applique à la présente garantie.

2.2.4. - Automaticité

La garantie est automatiquement étendue, sans déclaration préalable, à tout bien meuble ou immeuble qui viendrait à être acheté, bâti, installé, mis à la disposition ou dévolu à l'établissement public sur l'emprise des 6 sites à assurer.

En contrepartie, l'IFCE s'engage à fournir en continu au Titulaire les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

2.2.5. - Montant des garanties

Les limites des engagements de l'assureur en matière de responsabilité générale figurent au tableau des garanties des conditions générales.

Le remboursement des sinistres se fera TVA non déductible comprise, l'IFCE étant assujetti et redevable partiel.

Exclusions contractuelles de garantie admises pour la POLICE n° 2

Sont seules admises les exclusions suivantes :

- les dommages aux biens de l'établissement.

2.3 POLICE n° 3 : Prestations d'assurance « risques locatifs » pour 30 sites occupés par l'IFCE.

2.3.1 – Nature et objet de la garantie

La garantie fonctionne sur la base des dispositions ci-dessus et des conditions particulières ci-dessous, qui priment sur les conditions générales.

Devront être garanties :

- les conséquences pécuniaires d'un dommage créé par l'IFCE en qualité de locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, à l'égard du propriétaire des locaux, des voisins et des tiers, notamment en vertu des articles 1732 à 1735 du Code civil, du fait de dommages causés.
- le contenu des locaux, lequel est fonction de la nature desdits locaux : mobilier et matériel bureautique standard pour les immeubles à vocation de bureaux et matériel agricole dans les autres cas (Cf. annexe 3).

2.3.2. – Automaticité

La garantie est étendue sans déclaration préalable à tout immeuble qui viendrait à être loué, mis à la disposition ou dévolu à l'établissement public en cours de contrat.

En contrepartie, l'IFCE s'engage à fournir en continu au Titulaire les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

2.3.3. Montant des garanties

Les limites des engagements de l'assureur en matière de responsabilité générale figurent au tableau des garanties des conditions générales.

Le remboursement des sinistres se fera TVA non déductible comprise, l'IFCE étant assujetti et redevable partiel.

2.4 POLICE n° 4 : Prestations d'assurance du propriétaire pour certains bâtiments + TRI (tous risques informatiques).

2.4.1. – Nature et objet de la garantie

Il s'agit d'une assurance de dommages pour certains bâtiments particuliers relevant de sites couverts par ailleurs en « RC immeuble » au titre de la POLICE n° 3. La garantie fonctionne sur la base des dispositions ci-dessus et des conditions particulières ci-dessous, qui priment sur les conditions générales.

La garantie s'étend :

- aux dommages causés à tout tiers du fait de la responsabilité de l'IFCE comme propriétaire ou affectataire de biens meubles et immeubles pour les sites listés ;
- aux conséquences pécuniaires d'un dommage subi par l'IFCE en qualité de propriétaire ;
- à une assurance TRI (Tous Risques Informatiques) liée au bâtiment **C** ci-après.

2.4.2. – Implantations assurées

Localisation	Descriptif	Surface de plancher
A1 - le Pin au Haras – Écuries du Bois (61)	locaux de formation à usage d'atelier de sellerie et de salle de cours et de réunions	800 m ²
A2 - le Pin au Haras – Écuries du Bois (61)	Locaux administratifs à usage de bureau, salles de réunions et de formations à livrer en décembre 2025	1 200 m ²
B – Saumur (49)	locaux administratifs à usage de bureau, de salles de réunions et de formations	2 000 m ²
C – Saint-Sornin-Lavolps (19)	bureaux du bâtiment B2 de l'antenne administrative de Pompadour+ salle de formation/réunion + salle informatique (hébergement de serveurs)	2 400 m ²

2.4.3. – Assurance « Tous Risques Informatiques »

Le bâtiment C ci-dessus héberge une salle informatique hébergeant des serveurs représentant une valeur approxime de 1 000 000 € (un million d'euros). La proposition du candidat indiquera les modalités et montants plafonds de sa prise en charge :

- des dommages au matériel informatique ;
- de frais de reconstitution de données ;
- des frais de gestion, de personnel, etc. ;
- de toute autre item pouvant donner lieu à prise en charge.

2.4.4. - Automaticité

La garantie est automatiquement étendue et sans déclaration préalable à tout nouvel équipement ou aménagement qui interviendrait dans les locaux en cours de contrat.

En contrepartie, l'IFCE s'engage à fournir en continu au Titulaire les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

2.4.5. - Montant des garanties

Les limites des engagements de l'assureur en matière de responsabilité générale figurent au tableau des garanties des conditions générales.

Le remboursement des sinistres se fera TVA non déductible comprise, l'IFCE étant assujetti et redevable partiel.

3. Extension de garantie aux transferts de responsabilité ou renonciations à recours

La garantie s'étend aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenus notamment entre l'assuré et l'État, les collectivités locales, organismes publics ou semi-publics, les sociétés de location ou de crédit-bail, les personnes physiques ou morales mettant à disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité.

4. Défense et recours – protection juridique

Pour l'ensemble des 4 polices ci-dessus présentées, l'assureur supporte, à concurrence des sommes fixées aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avocats, ... ainsi que les frais et honoraires éventuels de médiation, conciliation, arbitrage ou autres.

5. Fonctionnement et reconstitution des garanties

Les limites de garanties s'entendent par sinistre. Il ne doit pas y avoir d'appel de nouvelle cotisation pour reconstituer le montant de la garantie après la survenance d'un sinistre.

6. Définitions communes

Pour l'application du contrat, on entend par :

Assuré

L'Établissement Public « Institut français du cheval et de l'équitation » (IFCE) et, à travers lui, tous les établissements locaux (Haras, domaines, stations de recherche, locaux administratifs, centres de formation, etc.) placés sous son autorité.

Code

Le code des assurances qui régit le déroulement du présent marché ainsi que le code de la commande publique pour sa passation.

Dommages corporels

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les conséquences qui en résultent.

Dommages matériels

Toute détérioration ou destruction d'une chose, d'une substance, toute atteinte physique à des animaux.

Dommages immatériels consécutifs

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de la jouissance d'un droit, de l'interruption de service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte d'un bénéfice, directement consécutif à la survenance de dommages corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

Dommmages immatériels non consécutifs

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de la jouissance d'un droit, de l'interruption de service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte d'un bénéfice, en l'absence de dommages corporels ou de dommages matériels.

Echéance principale

Inscrite aux conditions particulières et marquant le début de chaque période.

L'échéance principale du marché est fixée au **1^{er} janvier** de chaque année.

Franchise

Le présent marché ne comprend **pas de franchise**.

Garantie par année d'assurance

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période comprise entre deux échéances principales.

Objets confiés

Biens meubles (dont animaux) appartenant à autrui, confiés à l'assuré pour leur garde, exposition, entreposage, travaux ou prestation de toute nature.

Personne non admise

Tout tiers rentré sur un site de l'établissement sans y avoir été invité ni spécialement autorisé (par exemple squatter, cambrioleur, visiteur « libre »,...).

Sinistre

Toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat, quelle que soit la date des travaux, prestations ou autre de l'assuré.

Toute déclaration faite par l'assuré à l'assureur d'un fait ou d'un événement susceptible de mettre en jeu une garantie du contrat.

Il est convenu que l'ensemble des déclarations ou des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, constitue un seul et même événement dès lors qu'elles se rattachent au même fait générateur.

Souscripteur

La personne morale désignée sous ce nom aux conditions générales et particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage à en régler les primes.

Tiers ou autrui

Toute personne autre que l'assuré, et notamment :

1. les préposés, salariés, stagiaires, collaborateurs occasionnels et agents (de quelque grade ou fonction que ce soit) de l'établissement public pour les dommages non pris en charge par la sécurité sociale, la mutualité sociale agricole ou le statut de la fonction publique, soit du fait des biens de l'établissement public, soit du fait d'autres préposés quels que soient leur statut au sein de l'établissement, soit du fait des personnes dont l'établissement public a la garde ;

2. le conjoint, les ascendants et descendants des préposés, salariés, stagiaires et agents de l'établissement public ;
3. les participants à toute manifestation, formation, stage ou activité organisée, co-organisée ou encadrée par l'établissement ainsi que leurs accompagnants ;
4. les spectateurs, les visiteurs, les fournisseurs et plus généralement toute personne extérieure, y compris celles non admises dans les lieux.

7. Annexes

- 1- Sinistralité
- 2- Fiches descriptives des sites (police n° 2)
- 3- Tableau des sites (police 3 & 4)

8. Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Cf Annexe 4 DPGF

Attestation sur l'honneur

Je soussigné

En qualité de

Agissant pour le compte de (société) :

.....(ou en mon nom propre)

Adresse :

.....

CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5 – D.8222-7 & D.8222-8 du Code du travail.

Fait à le